

GT Instruments financiers - Fiches actions

Thématique Energie

Rénovation énergétique des bâtiments publics

Objet :

Financer la rénovation énergétique des bâtiments publics : nombreuses petites communes concernées, nombreux bâtiments, retards pris importants.

Besoins identifiés / défaillances de marché :

Obstacles:

- besoin d'accompagnement administratif, technique et financier,
- manque de visibilité/ information,
- coût élevé et retour sur investissement long,
- besoin de subventions directes complétées d'instruments financiers en vue de massification

Enjeux/Finalités pour le territoire régional :

- Massifier la rénovation énergétique dans le secteur des bâtiments publics afin de réduire leur consommation d'énergie et leurs émissions de GES
- Atteindre les objectifs fixés par SRADDET/NEOTERRA: rénovation de 25% des bâtiments publics d'ici 2030 - 100% d'ici 2050.

Cibles :

- Collectivités territoriales,
- Attentes fortes de la part des EPCI (axe important de leur stratégie territoriale dans le cadre de la définition de leurs plans Climat-Air-Energie) et des Syndicats d'énergie (inventaires et premières opérations collectives en cours)

Passage à l'acte des collectivités avec subventions directes, au moins pour les collectivités les plus vulnérables, et mobilisation en complément d'un instrument financier dans un objectif de massification

Quel outil :

- Création d'un fonds de garantie ?
- Prêts bonifiés ?
- Création/soutien à une ou des sociétés publiques locales (SPL) permettant de mobiliser les acteurs (Ex : SPL en Occitanie et Auvergne Rhône Alpes) ?

Montant du besoin :

Difficile à estimer car il va dépendre aussi de l'instrument financier retenu et du niveau d'ambition de l'action régionale. Pour information, les investissements pour rénover les bâtiments publics en Nouvelle-Aquitaine ont été évalués à 3 milliards d'euros.

OS concerné dans le PO 2021-2027 :

Objectif stratégique 2 : Une Europe plus verte

Objectif spécifique 2.1 : Favoriser les mesures en matière d'efficacité énergétique

Inscription dans une politique de l'Union :

Pacte Vert 2050

Rénovation énergétique des logements privés (maisons individuelles)

Avertissement : plusieurs fiches ont été regroupées ici car on vise une même cible, aussi cette fiche identifie plusieurs besoins en instruments financiers

Objet :

Financer la rénovation énergétique des logements privés pour tous les publics, dans une approche de rénovation globale performante complète et bas carbone

Besoins identifiés / défaillances de marché :

- Besoin d'un financement du reste à charge sur les travaux de rénovation globale performante / offre bancaire non adaptée, limitée aux prêts travaux, avec taux d'intérêts plus élevés que les prêts immobiliers et des maturités courte, un accès au crédit bancaire difficile pour certains ménages
- Besoin de préfinancements/avances pour faciliter l'accès des aides et subventions individuelles aux publics en précarité
- Besoin d'accompagnement des ménages pour leurs travaux / offre non adaptée et peu développée
- Besoin de sécuriser la qualité des travaux et de garantir l'atteinte de la performance énergétique pour faciliter le passage à l'acte / manque de confiance des ménages face une offre des professionnels parfois peu lisibles et pas toujours en adéquation avec les objectifs du service public

Enjeux/Finalités pour le territoire régional :

- Massifier la réalisation des travaux énergétiques performants dans les logements privés pour diminuer les consommations d'énergie et de GES du secteur résidentiel
- Lutter contre la précarité énergétique et favoriser la mobilisation des aides publiques par les publics précaires
- Développer le marché de la rénovation énergétique pour les entreprises locales
- Développer une offre des professionnels de qualité et adaptée aux objectifs du service public

Cibles :

Propriétaires privés, occupant ou bailleurs

Quels outils :

Outils proposés par la CE :

- Instrument « prêts à l'emploi » : Les « Renovation loans » (Prêts Rénovation) élaboré par la Commission avec bonification de taux et distribué par des Banques qui participe à la prise de risque.

Outils proposés dans le cadre de la politique régionale :

- Renforcement de la Caisse d'avance Cartte mise en place par la Région et les Procivis : elle finance le premier acompte nécessaire au lancement des opérations de rénovation thermique dans l'attente du versement des subventions obtenues, pour les publics précaires
- Prêts rénovation : financement long terme qui prend en compte les économies d'énergie (tiers financement indirect et/ou direct)
- Fonds de garantie pour renforcer la qualité du parcours de rénovation énergétique et garantir la performance énergétique finale (référentiels et charte qualité avec les professionnels, accompagnement post travaux, garantie de performance pour les ménages favorisant le passage à l'acte)
- Fonds de cession de créance multi-régional : les Société de Tiers Financement (STF) sont préfinancés par la BEI, elles émettent ensuite des prêts individuels. L'objectif est de déconsolider les prêts individuels du bilan des STF et de concentrer leur action sur l'origine et le portage des prêts durant les

premières années. Fonds de cession de créance multi-régional : fonds commun de créances des STF afin qu'elles reconstituent leur capacité bilantielle à générer de nouveaux prêts

Montant du besoin :

Non évalué à ce jour et variable d'un instrument financier à l'autre

Pour information : objectif régional SRADDET et PREE : 110 000 maisons individuelles à rénover par an dont 30 000 rénovations globales performantes (+ 10 000 tous les 5 ans)

OS concerné :

Objectif stratégique 2 : Une Europe plus verte

Objectif spécifique 2.1 : Favoriser les mesures en matière d'efficacité énergétique

Inscription dans une politique de l'Union :

Pacte Vert 2050

Rénovation énergétique des copropriétés privées

Objet :

Financer la rénovation énergétique globale performante et bas carbone des copropriétés privées

Besoins identifiés / défaillances de marché :

Faiblesse de l'offre bancaire : le marché des copropriétés n'est pas une cible prioritaire pour les quelques établissements financiers qui interviennent sur ce marché, en dépit des conditions tarifaires assez élevées qu'ils appliquent.

Enjeux/Finalités pour le territoire régional :

- Massifier la réalisation de travaux énergétiques performants dans les copropriétés privées pour diminuer la consommation d'énergie et d'émissions de GES dans le secteur résidentiel
- Lutter contre la précarité énergétique
- Développer le marché de la rénovation énergétique pour les entreprises locales

Cibles :

Prêt collectif octroyé au syndicat des copropriétaires

Quel outil :

Fonds de garantie copropriété, afin de garantir la défaillance d'un des copropriétaires dans le remboursement du prêt

Montant du besoin :

Non évalué à ce jour

Objectif SRADDET/PREE : 3 000 logements en copropriétés à rénover par an dont 1/3 en copropriétés fragiles

OS concerné :

Objectif stratégique 2 : Une Europe plus verte

Objectif spécifique 2.1 : Favoriser les mesures en matière d'efficacité énergétique

Inscription dans une politique de l'Union :

Pacte Vert 2050

Développer les contrats de Power Purchase Agreement (PPA)

Objet :

Développer les contrats PPA

Besoins identifiés / défaillances de marché :

Traditionnellement, les projets d'énergie renouvelables bénéficient d'une contrepartie publique qui permet en figeant les paramètres de prix et de volumes de rendre prévisibles les flux financiers et ainsi optimiser le financement.

Dans les contrats PPA, les paramètres de durée, tarif, engagements, garanties, sont flexibles puisqu'ils résultent d'une négociation privée. Les besoins du producteur et du consommateur ne sont pas nécessairement ajustés à des durées de plus de 15 ans, à un tarif et des garanties figés sur cette même durée, ou à une date d'entrée en vigueur du contrat de PPA dès le début du financement.

Des formes de financement innovantes pourraient assurer le financement des contrats CPPA dont les paramètres ne sont pas similaires aux projets bénéficiant du soutien public.

Enjeux/Finalités pour le territoire régional :

Développer les contrats de fourniture d'électricité verte en direct avec les producteurs d'énergie renouvelable

Cibles:

Producteur d'énergie, Consommateur « grand compte » d'électricité, Collectivité

Quel outil :

Fond garantissant un prix plancher sur longue période pour les projets d'énergie renouvelable

Prêt modulaire adapté aux différentes étapes du projet

Financement mutualisé pour une diversité de projets

Participation afin d'augmenter les fonds propres et réduire le besoin d'emprunt

Montant du besoin :

Non évalué à ce jour

OS concerné :

Objectif stratégique 2 : Une Europe plus verte

Objectif spécifique 2.2 : Promouvoir les énergies provenant de sources renouvelables

Inscription dans une politique de l'Union :

Pacte Vert 2050